

**Marie-Louise Opdenberg
Simone Lambert**

L'année sociale 1971

Sous la direction de Guy Spitaels

**Institut de Sociologie (fondé par E. Solvay)
Etudes d'économie sociale**

Editions de l'Université de Bruxelles

T A B L E D E S M A T I E R E S

PREMIERE PARTIE : LA VIE LEGISLATIVE

I.- LA PREPARATION DES ELECTIONS SOCIALES

- A.- Loi modifiant la législation relative aux élections des conseils d'entreprise et des comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail (17 février 1971) 21
- 1.- Justifications du projet de loi
 - 2.- Le rejet de l'amendement Schiltz-Raskin
 - 3.- L'économie de la loi
- B.- L'avis n°357 du Conseil national du Travail (11 février 1971) 27
- 1.- La date des élections sociales
 - 2.- Les conditions d'électorat et d'éligibilité aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, compte tenu des modifications apportées par la loi du 17 février 1971
- C.- Les arrêtés royaux du 18 février 1971 30
- D.- Le retard dans le traitement des résultats des élections 35

II.-LOI SUR LE TRAVAIL (16 mars 1971)

- A.- Justifications du projet de loi 36
- B.- Les discussions parlementaires 38
- C.- L'économie de la loi 39

III.-LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (10 avril 1971)

- A.- Justifications du projet de loi 44
- 1.- La mise en concordance du champ d'application des accidents du travail et de la Sécurité sociale

2.- La simplification du concept "accident du travail"	
3.- L'adaptation de la notion du chemin du travail	
4.- L'amélioration de l'indemnisation	
5.- La réintégration de la victime dans le processus du travail en cas d'incapacité temporaire partielle	
6.- L'adaptation de la notion de rémunération de base	
B.- La discussion parlementaire	50
C.- L'économie de la loi	55
D.- L'avis n°361 du Conseil national du Travail	66
1.- Les questions du ministre de la Prévoyance sociale	
2.- Le mode de financement du Fonds des accidents du travail	
IV.- LOI REALISANT L'UNIFICATION ET L'HARMONISATION DES REGIMES DE CAPITALISATION INSTITUES DANS LE CADRE DES LOIS RELATIVES A L'ASSURANCE EN VUE DE LA VIEILLESSE ET DU DECES PREMATURE (28 mai 1971)	69
<hr/>	
V.- <u>LES PROBLEMES BUDGETAIRES DE L'A.M.I.</u>	
A.- Les discussions autour du déficit	74
B.- L'amorce d'une réforme de l'A.M.I.	77
1.- La première loi De Paepe (5 juillet 1971)	
2.- La deuxième loi De Paepe (20 juillet 1971)	
3.- La Conférence nationale de la santé	
C.- La baisse du prix des médicaments	117
D.- La mise en place de la nouvelle nomenclature	120

VI.- LOI INSTITUANT DES PRESTATIONS FAMILIALES GARANTIES (20 juillet 1971)	
<hr/>	
A.- Justifications de la proposition De Clercq et con- sorts	126
B.- Travaux parlementaires et amendements gouvernemen- taux	126
1.- Le nombre d'enfants concernés	
2.- Les enfants bénéficiaires	
3.- Le caractère résiduaire	
4.- Le financement	
5.- L'administration	
6.- L'étendue des pouvoirs royaux	
C.- L'économie de la loi	129
VII.- LOI CREANT A L'OFFICE NATIONAL D'ALLOCATIONS FAMILIALES POUR TRAVAILLEURS SALARIES UN FONDS D'EQUIPEMENTS ET DE SERVICES COLLECTIFS (20 juillet 1971)	
<hr/>	
A.- Justifications du projet de loi	131
B.- Les discussions parlementaires	134
C.- L'économie de la loi	135
VIII.-L'ORGANISATION DU REGIME D'ASSURANCE CONTRE L'INCAPACITE DE TRAVAIL EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	
<hr/>	
A.- L'arrêté royal organique de l'assurance indemnités des indépendants (20 juillet 1971)	137
1.- Les justifications données dans le rapport au Roi	
2.- L'économie de l'arrêté royal	
B.- La loi créant au sein du service des indemnités de l'I.N.A.M.I., un Comité de gestion de l'assurance- indemnités des travailleurs indépendants (20 juillet 1971)	147
1.- Justifications du projet de loi	

2.- L'économie de la loi

IX.- LOI MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS EN MATIERE DE PENSIONS, DE REVENU GARANTI ET D'ALLOCATIONS COMPLEMENTAIRES AUX HANDICAPES (27 juillet 1971)	
<hr/>	
A.- Justifications du projet de loi	149
B.- Les amendements de MM. Demets et Van Herreweghe	150
C.- L'économie de la loi	151
X.- REVISION DE LA LEGISLATION SUR LES FERMETURES D'ENTREPRISES	
<hr/>	
A.- La position du Conseil national du Travail (avis n°358 du 11 février 1971 et n°365 du 24 mai 1971)	154
1.- L'avis n°358	
2.- L'avis n°365	
B.- La loi du 28 juillet 1971	162
1.- Justifications du projet de loi	
2.- Les problèmes évoqués à la Chambre	
3.- L'économie de la loi	
XI.- LOI ORGANISANT UN REGIME DE LIAISON A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION, DES TRAITEMENTS, SALAIRES, PENSIONS, ALLOCATIONS ET SUBVENTIONS A CHARGE DU TRESOR, DE CERTAINES PRESTATIONS SOCIALES, DES LIMITES DE REMUNERATIONS A PRENDRE EN CONSIDERATION POUR LE CALCUL DE CERTAINES COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE DES TRAVAILLEURS AINSI QUE DES OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE SOCIALE AUX TRAVAILLEURS INDEPENDANTS (2 août 1971)	
<hr/>	
A.- Justifications du projet de loi	167
B.- L'appréciation de la loi	170

C.- L'économie de la loi	172
XII.- ARRETE ROYAL MODIFIANT LA LEGISLATION RELATIVE AU <u>REVENU GARANTI AUX PERSONNES AGEES (17 juin 1971)</u>	175
XIII.- LA REFORME DE L'ASSURANCE CHOMAGE (arrêté royal du 13 octobre 1971)	
A.- L'avant-projet gouvernemental	178
B.- La polémique sur les intentions du gouvernement	182
1.- Modifications des avantages accordés aux chômeurs	
2.- Suppression et création de discriminations	
3.- Aggravation des sanctions et suppression de cer- taines possibilités de refuser un travail	
4.- L'aspect administratif	
5.- L'harmonisation	
6.- Le coût de la réforme	
C.- La procédure ultérieure	193
D.- Le problème adventice des régimes complémentaires de chômage	195

DEUXIEME PARTIE : LA VIE PARITAIRE

I.- <u>LA PROGRAMMATION SOCIALE INTERPROFESSIONNELLE</u>	
A.- Les revendications	201
B.- La réponse patronale	204
C.- La négociation	206
1.- Le problème adventice de l'avancement de la liai- son des salaires à l'indice des prix à la consom- mation	
2.- La tension sociale	

3.- Les décisions gouvernementales	
en A.M.I. - soins de santé	
en A.M.I. - invalidité	
en chômage	
4.- Le pré-accord	
D.- Premier bilan	213
E.- Les difficultés de ratification	215
F.- L'économie de l'accord interprofessionnel 1971-1972	216
II.- <u>LA PROGRAMMATION SOCIALE DANS LES SERVICES PUBLICS</u>	
A.- Les personnes concernées	220
B.- Le cahier de revendications	223
C.- Le calendrier des négociations	226
D.- L'économie de l'accord du 5 novembre 1971	229
E.- L'état d'avancement des négociations au 31 décembre 1971 et les perspectives pour 1972	234
F.- Le coût de la programmation	234
G.- Premières réflexions sur la percée des secteurs dans les services publics	237
1.- La liberté sectorielle	
2.- L'importance du sectoriel	
3.- La limite des secteurs et la structure des syndicats	
III.- <u>LA CONVENTION COLLECTIVE CONCERNANT LE STATUT DES DELEGATIONS SYNDICALES DU PERSONNEL DES ENTREPRISES (conv. coll.n°5, 24 mai 1971)</u>	
A.- Buts et portée de la convention	246
B.- Principes généraux	246
1.- Les principes	
2.- Les recommandations	

C.- Règles relatives aux délégations	248
1.- La notion de délégation syndicale	
2.- Institution et constitution	
3.- Compétence et droits de la délégation	
4.- Statut des membres de la délégation	
5.- Conditions d'exercice du mandat de délégué	
D.- L'information et la consultation du personnel	251
E.- Dispositions finales	252
IV.- LES TROIS CONVENTIONS COLLECTIVES CONCLUES AU SEIN DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL ET RELATIVES AU STATUT DES REPRESENTANTS DES TRAVAILLEURS (conv.coll.n°5bis-6 et 7 du 30 juin 1971)	253
<hr/>	
V.- AVIS DU CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE RELATIF AU POINT 2 DES CONCLUSIONS DE LA CONFERENCE ECONOMIQUE ET SOCIA- LE CONCERNANT LES CONSEILS PROFESSIONNELS (18 décembre 1970)	255
<hr/>	
1.- L'appréciation des conseils professionnels	
2.- La position du Conseil central de l'Economie	
3.- La cohérence au niveau global	
4.- Conseils consultatifs de type horizontal	
VI.- <u>DEUX AVIS IMPORTANTS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL</u>	
A.- L'activité professionnelle autorisée des travail- leurs pensionnés et des mineurs invalides (avis n°359 du 11 février 1971)	260
B.- L'avant-projet de loi sur le travail intérimaire (avis n°364 du 24 mai 1971)	261
VII.- <u>LES OPTIONS SOCIALES A L'AUBE DE LA NOUVELLE LEGISLATURE</u>	
A.- Les mémorandums - raisons et choix	267

B.- Les points de convergence	268
1.- L'emploi	
2.- La politique sociale	
3.- Le niveau et la qualité de la vie	
4.- La répartition du revenu national	
5.- L'organisation consultative et la concertation	
C.- Réflexions sur la portée des mémorandums	304
1.- L'ampleur et la relativité de la convergence entre le M.O.C. et la F.G.T.B.	
2.- La position de la F.I.B.	
3.- L'écho des mémorandums dans l'accord gouverne- mental	
 VIII.- <u>UN DEBAT SUR LE CONTROLE OUVRIER</u>	 310

TROISIEME PARTIE : LA VIE SYNDICALE

I.- <u>LE CONGRES EXTRAORDINAIRE DE LA F.G.T.B.</u>	
A.- Une préparation de longue haleine	331
B.- Le refus d'intégration dans la société néo-capitaliste	332
C.- La transformation de la société	333
D.- Planification et démocratisation de l'entreprise	333
E.- Le contrôle ouvrier	335
F.- Les autres réformes de structure	336
G.- La stratégie	337
H.- La dimension européenne	339
II.- <u>LA GREVE DES EMPLOYES DE LA SIDERURGIE LIEGEOISE</u>	
A.- L'évolution de la sidérurgie, aperçu des problèmes	340
1.- La réduction de la demande	
2.- L'accroissement de la productivité	
3.- Les investissements	

B.- La sidérurgie liégeoise	350
1.- Caractères	
2.- Les groupes financiers en présence	
3.- La fusion C.O.P.-E.L.	
4.- La fusion C.O.P.-P.W.	
5.- La fusion C.O.P.-U.T.M.	
C.- Le malaise social	355
D.- Le déroulement du conflit	357
E.- L'accord	362
1.- Le contenu de l'accord	
2.- Comparaison des revenus minimaux d'E.L. et de P.W. avec ceux prévus par l'accord	
F.- Les données sociologiques	366
1.- Les "cols blancs", un monde en évolution	
2.- Pourquoi la colère des employés seulement	
3.- L'ampleur du mouvement - Ses fruits	
4.- Grève catégorielle ou solidarité ?	

QUATRIEME PARTIE : L'EMPLOI ET LE CHOMAGE

I.- <u>L'EMPLOI</u>	
A.- L'évolution générale de l'activité économique	373
B.- La politique de l'emploi	374
1.- Les objectifs du Plan 1971-1975	
2.- Les prises de position des principaux organismes intéressés	
3.- La durée moyenne hebdomadaire du travail	
C.- Une étude spécifique : L'emploi dans la région bruxelloise	382

- 1.- Comparaison entre la situation du chômage à Bruxelles et des offres d'emploi impossibles à satisfaire
- 2.- La mobilité géographique des travailleurs vers Bruxelles
- 3.- La main-d'oeuvre étrangère
- 4.- Les perspectives pour 1975

II.- LA PENURIE DE MAIN-D'OEUVRE ET LA POLITIQUE D'IMMIGRATION

- | | |
|--|-----|
| A.- Les offres d'emploi non satisfaites | 386 |
| 1.- Généralités | |
| 2.- Répartition par groupe de profession, sexe et région | |
| B.- L'immigration | 389 |
| 1.- L'accentuation de la politique restrictive du gouvernement | |
| 2.- L'application du nouveau contrat-type | |
| 3.- L'accueil des étrangers | |
| 4.- Les résultats des revendications étudiantes | |
| 5.- La proposition de modification de la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers | |
| 6.- Les données chiffrées | |

III.- LES CHOMEURS COMPLETS

- | | |
|---|-----|
| A.- Remarque préliminaire | 397 |
| B.- Résultats globaux | 398 |
| C.- Répartition selon le sexe | 399 |
| D.- Répartition selon l'état civil | 400 |
| E.- Répartition selon la nationalité | 401 |
| F.- Répartition selon l'âge, l'aptitude au travail et la durée de chômage | 402 |

G.- La durée moyenne du chômage	406
H.- Répartition selon le lieu du domicile	407
I.- Répartition selon les études effectuées	410
J.- Le chômage des jeunes	413
IV.- LA FORMATION ET LA READAPTATION PROFESSIONNELLES :	
<u>NOUVEAUX PROBLEMES - NOUVELLE OPTIQUE</u>	
A.- Les centres d'orientation pour jeunes	415
1.- Organisation de séminaires de motivation pour groupes homogènes de jeunes chômeurs et de chômeurs diplômés	
2.- Diversification des cycles de formation du secteur tertiaire	
3.- La tutelle psychologique des jeunes en formation	
B.- Les centres polyvalents de formation professionnelle pour les emplois du secteur tertiaire	417
1.- L'entrée dans les centres polyvalents	
2.- Le bilan des connaissances	
3.- Les programmes de formation	
4.- La sortie des stagiaires	
5.- Conclusions	
C.- L'intégration de la main-d'oeuvre féminine dans le monde du travail	421
D.- La formation permanente	424
E.- La formation professionnelle dans une entreprise ou dans une école technique	424
F.- La formation des contremaîtres et du personnel d'encadrement	425